

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS 1991-2014

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en resituant les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Élaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1991</p> <p>Septembre 1991 création de la Conférence Permanente sur l'ex-Yougoslavie dont les présidents sont Cyrus Vance et Lord Owen</p>	<p>28 février 1991 les Serbes des Krajina proclament leur sécession de la Croatie</p> <p>25 juin 1991 la Croatie et la Slovénie proclament leur «dissociation» de la Fédération yougoslave</p> <p>Septembre 1991 offensive serbe dans l'est de la Croatie - début du siège de Vukovar</p> <p>15 octobre 1991 la Bosnie-Herzégovine se proclame indépendante de la République fédérale yougoslave</p>	<p>19 octobre 1991 un convoi MSF est organisé pour évacuer les blessés de l'hôpital de Vukovar</p>	<p>9 septembre 1991 communiqué de presse de MSF: « Médecins Sans Frontières intervient en Yougoslavie »</p> <p>21 octobre 1991 communiqué de presse de MSF International: « Médecins Sans Frontières déplore l'explosion de mines antipersonnel qui a blessé deux infirmières de son convoi de secours pour Vukovar »</p>
<p>1992 21 février 1992 le Conseil de sécurité des Nations unies crée la Forpronu (14 000 hommes) dont le mandat est de veiller à la démilitarisation des trois régions de Croatie placées sous protection de l'ONU.</p>	<p>Mars 1992 les Bosno-Serbes proclament l'indépendance de la Republika Srpska (des Serbes de Bosnie)</p> <p>5 avril 1992 début du siège de Sarajevo par les Bosno-Serbes et de la guerre en Bosnie</p>		

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1992</p> <p>6 avril 1992 les 12 pays de la Communauté européenne reconnaissent la Bosnie Herzégovine</p> <p>15 et 30 mai 1992 le Conseil de sécurité des Nations unies impose un embargo commercial, aérien et pétrolier à la Serbie et Monténégro</p> <p>Juin 1992 le mandat de la Forpronu est élargi et ses effectifs renforcés</p> <p>Août 1992 témoignages sur les camps d'internement contrôlés par les Serbes en Bosnie rendus publics</p> <p>Septembre 1992 le mandat de la Forpronu est renforcé</p>	<p>Avril-mai 1992 les villes bosno-musulmanes de la Drina, dont Srebrenica, sont transformées en enclaves assiégées par les Bosno-Serbes</p> <p>Mai 1992 Belgrade met la main sur l'armée yougoslave désormais composée en majorité de Serbes</p> <p>Août 1992 arrivée en Bosnie des premiers casques bleus</p> <p>Octobre 1992 début des combats entre Bosniaques croates et Bosniaques musulmans = pas d'accès à la Bosnie centrale pendant l'hiver</p>	<p>Décembre 1992 l'OTAN menace les forces bosno-serbes de frappes aériennes</p>	<p>8 décembre 1992</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conférence de presse de MSF F: «la purification ethnique en Bosnie-Herzégovine: un crime contre l'humanité» - publication du rapport: «le processus de purification ethnique dans la région de Kozarac»

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1993 2 janvier 1993 le plan Vance-Owen proposant le découpage de la Bosnie Herzégovine en 10 provinces et la démilitarisation de Sarajevo est rejeté par les Bosno-Serbes et les Musulmans</p> <p>22 février 1993 le Conseil de sécurité des Nations unies crée le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour juger les violations graves du droit international humanitaire sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991</p> <p>Mars 1993 décision de l'ONU d'envoyer plus de casques bleus en ex-Yougoslavie</p>	<p>Février 1993 - les Bosno-Serbes attaquent les enclaves musulmanes de Bosnie orientale. Les Musulmans fuient vers Srebrenica, Tuzla, Zepa et Gorazde - les Bosno-Serbes continuent à bloquer les convois humanitaires</p> <p>11 mars 1993 arrivée du général Morillon, commandant de la Forpronu en Bosnie, avec un convoi d'aide du HCR à Srebrenica</p> <p>12 mars 1993 le général Morillon et l'équipe de MSF est retenu par la population de l'enclave</p> <p>13 mars 1993 le général Morillon à la population de Srebrenica: « Ne soyez pas inquiets, je reste avec vous »</p>	<p>11 mars 1993 arrivée d'une équipe MSF B avec le général Morillon dans l'enclave de Srebrenica - situation catastrophique</p> <p>14 mars 1993 l'équipe MSF quitte l'enclave, après avoir été retenue une journée à Srebrenica</p>	<p>Début janvier 1993 - campagne de spots TV de MSF F: « Bosnie-Herzégovine, crime contre l'humanité » - campagne de Médecins du Monde assimilant Milosevic à Hitler</p> <p>11 mars 1993 communiqué de presse MSF Belgique: « Ex-Yougoslavie - les convois passent enfin »</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1993</p> <p>16 avril 1993 résolution 819 du conseil de sécurité de l'ONU: déclare Srebrenica «zone de sécurité» - augmente le nombre de casques bleus et exige le retrait immédiat des combattants bosno-serbes</p> <p>17 avril 1993 résolution 820 du conseil de</p>	<p>Avril 1993 intenses combats entre Bosno-Musulmans et Bosno- Croates en Bosnie centrale</p> <p>4 avril 1993 les autorités bosniaques s'opposent à l'évacuation des civils de Srebrenica, qu'ils assimilent à de l'épuration ethnique</p> <p>6 avril 1993 le HCR annonce vouloir évacuer 10 000 à 15 000 civils de Srebrenica</p> <p>12 avril 1993 - bombardements bosno-serbes sur Srebrenica (57 morts, 120 blessés) - début des patrouilles aériennes de l'OTAN au-dessus de la Bosnie</p> <p>17 avril 1993 accord de cessez-le-feu et de</p>	<p>Avril 1993 MSF H ouvre un bureau à Tuzla</p> <p>15 avril 1995 en raison des bombardements, une partie de l'équipe MSF évacue Srebrenica</p>	<p>1^{er} avril 1993 Le Monde: «Témoignage d'un membre de MSF, le calvaire des habitants de Srebrenica» - Thierry Pontus, médecin MSF</p> <p>3 avril 1993 Le Monde: «Un général au balcon» par Rony Brauman, président de MSF F qui critique le général Morillon</p> <p>7 avril 1993 Communiqué de presse MSF : «Médecins Sans Frontières demande un renforcement de la présence internationale dans Srebrenica assiégée»</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1993 sécurité de l'ONU renforce les sanctions contre la RFY</p> <p>6 mai 1993 - résolution 824 du conseil de sécurité de l'ONU crée six « zones de sécurité » : Sarajevo, Bihac, Tuzla, Zepa, Srebrenica, Gorazde sous la protection de la Forpronu</p> <p>4 juin 1993 la résolution 836 du conseil de sécurité de l'ONU - autorise les forces de l'ONU à prendre les mesures nécessaires, incluant l'usage de la force, en réponse aux attaques armées dans les six zones de sécurité - Décide que les Etats Membres, agissant à titre national ou</p>	<p>démilitarisation de Srebrenica: toutes les unités militaires, sauf la Forpronu, doivent quitter la ville à la fin de l'opération de démilitarisation</p> <p>6 Mai 1993 - Le parlement de la République Bosno-Serbe refuse le plan de paix Vance-Owen pour la troisième fois - La Yougoslavie (Serbie et Monténégro) déclare un embargo économique contre les Serbes de Bosnie-Herzégovine afin de les forcer à accepter le plan de paix</p> <p>15 mai 1993 rapport moral du président de MSF France : « A Srebrenica, MSF remplit son rôle »</p> <p>18 mai 1993 Par référendum, 96% des Bosno-Serbes rejettent le plan Vance-Owen</p>	<p>19 avril 1993 arrivée d'un médecin MSF à Srebrenica</p> <p>Juin 1993 MSF B et MSF F ouvrent un bureau à Pale et gèrent désormais en commun les missions en Bosnie</p>	<p>25 avril 1993 Agence France Presse : Jacques de Milliano, MSFH : « Srebrenica est une bombe sanitaire »</p> <p>18 mai 1993 Communiqué de presse MSF F : « L'Assemblée générale de Médecins Sans Frontières s'inquiète des difficultés d'intervention auprès de certaines populations en détresse et s'indigne de l'usage de l'humanitaire en Bosnie-Herzégovine »</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1993 dans le cadre d'organisations ou d'arrangements régionaux, peuvent recourir à la force aérienne, pour soutenir la FORPRONU dans l'accomplissement de son mandat</p> <p>Fin juin 1993 le Plan Owen-Stoltenberg proposant de partager la Bosnie en trois régions autonomes est accepté par les Bosno-Serbes et les Croates mais rejeté par les Musulmans</p> <p>Décembre 1993 La Forpronu décide temporairement de ne pas déployer le bataillon néerlandais (dutchbat) en remplacement du contingent canadien à Zepa et Srebrenica</p>		<p>16 septembre 1993 blocage des convois à l'entrée des enclaves: MSF craint les conséquences pour l'hiver</p> <p>17 décembre 1993 MSF alerte le HCR sur les obstacles posés par les autorités bosniaques de Srebrenica à toute activité humanitaire qui n'est pas sous leur contrôle</p>	<p>25 septembre 1993 Communiqué de presse de MSF: «MSF appelle au secours pour la Bosnie» interview Geneviève Bekoyan, coordinatrice MSF Belgrade dans <i>Le Soir</i></p>
<p>1994</p>	<p>1^{er} mars 1994 - décision des responsables bosniaques musulmans et croates de constituer une fédération croato-musulmane - les casques bleus néerlandais relèvent les Canadiens à Srebrenica et s'installent à Potocari</p> <p>6 mars 1994 40 personnes tuées en deux jours à Srebrenica</p> <p>Mars 1994 l'OTAN abat 4 avions bosno-serbes qui ont violé la <i>no-fly zone</i></p>	<p>Début avril 1994 2 volontaires de MSF sont</p>	

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1994</p> <p>1^{er} avril 1994 le mandat de la Forpronu en ex-Yougoslavie est prolongé de six mois. Ses effectifs sont augmentés de 3 500 hommes, au lieu des 10 000 hommes demandés par l'ONU, mais refusés par les Etats-Unis pour des raisons financières</p>	<p>9 et 10 avril 1994 l'OTAN frappe les forces bosno-serbes qui attaquent Gorazde</p> <p>15 avril 1994 16 casques bleus Canadiens sont pris en otage par les Serbes dans la zone d'exclusion de Sarajevo</p>	<p>présents dans l'enclave de Gorazde assiégée et attaquée par les Bosno-Serbes</p>	<p>5 avril 1994 Communiqué de presse de MSF «Situation dramatique à Gorazde: Médecins Sans Frontières demande une véritable protection des 60 000 habitants de l'enclave»</p> <p>6 avril 1994 Communiqué de presse de MSF «Poursuite de l'offensive sur Gorazde»</p> <p>16 avril 1994 Communiqué de presse de MSF: «Les bombardements sur Gorazde ne se sont pas interrompus cet après-midi»</p> <p>18 avril 1994 Conférence de presse de MSF: «Situation tragique et désespérée à Gorazde»</p> <p>19 avril 1994 Communiqué de presse de MSF: «L'hôpital de Gorazde en partie détruit par les bombardements»</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1994</p> <p>26 avril 1994 création du Groupe de contact sur la Bosnie (Etats-Unis, Russie, Europe) pour obtenir un cessez-le-feu et relancer les voies diplomatiques</p> <p>5 juillet 1994 nouveau plan du Groupe de contact: 51% de la Bosnie aux Croates, 49% aux Bosno-Serbes qui refusent</p> <p>23 septembre 1994 La résolution 943 de l'ONU laisse dans la liste des marchandises sous embargo les matériels logistiques et sanitaires pourtant vitaux pour la préparation des enclaves à l'hiver.</p>	<p>Mi-septembre 1994 les Bosno-Serbes renforcent le siège de Srebrenica ne laissant entrer qu'un quart des convois humanitaires</p> <p>Décembre 1994 - les Bosno-Serbes laissent entrer un convoi dans Srebrenica - 309 casques bleus sont « empêchés de se déplacer »</p>		<p>20 avril 1994 Communiqué de presse de MSF: « Gorazde - Médecins Sans Frontières appelle à une trêve humanitaire »</p> <p>22 avril 1994 Communiqué de presse de MSF: « 1 467 blessés et 436 morts à Gorazde depuis le début de l'offensive »</p> <p>16 décembre 1994 Communiqué de presse du coordinateur de MSF en ex-Yougoslavie : « 16 décembre 1994: la purification ethnique continue »</p> <p>19 décembre 1994 Communiqué de presse de</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1994</p>			<p>MSF Belgrade: « MSF est extrêmement préoccupée par la situation humanitaire dans les enclaves de Bosnie orientale, qui se détériore avec l'avancée de l'hiver »</p>
<p>1995</p> <p>24 mai 1995 lors d'un briefing à huis-clos au Conseil de sécurité des Nations unies, le général Janvier, commandant de la Forpronu, conseille d'abandonner enclaves qui selon lui ne sont pas défendables par l'ONU</p>	<p>Mars 1995 les combats reprennent dans le nord et le centre de la Bosnie - offensive bosniaque</p> <p>24 mai 1995 reprise des bombardements des Bosno-Serbes sur Sarajevo</p> <p>25 mai 1995 - frappes de l'OTAN sur Pale (autorisées par l'ONU) en réponse à la reprise des bombardements sur Sarajevo - les Bosno-Serbes répondent en bombardant les « zones de sécurité » de Tuzla, Srebrenica,</p>	<p>Février 1995 MSF tente de mobiliser les diplomates sur la question de l'approvisionnement des enclaves</p> <p>24 février 1995 le CA de MSF F s'interroge sur le rôle de MSF dans les enclaves</p> <p>Début mars 1995 les relations de MSF avec l'<i>Opstina</i> se tendent sur la question du personnel local</p> <p>Mi-mars 1995 le responsable de programme de MSF Belgique: « Il faut être plus agressifs dans notre communication sur les enclaves »</p> <p>15 avril 1995 les autorités de Pale s'opposent à toute rotation des équipes de MSF dans les enclaves</p>	<p>Avril 1995 Contact, journal interne MSF B: « Du rôle de MSF dans les enclaves de Bosnie orientale » Eric Stobbaerts, coordinateur MSF Belgrade propose l'évacuation de la population de Srebrenica</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1995</p> <p>4 juin 1995 - le général Janvier rencontre le général Mladic, chef des forces bosno-serbes à Mali Zvornik - création de la Force de réaction rapide (FFR) d'un millier d'hommes pour appuyer la Forpronu</p> <p>15 juin 1995 à la demande de l'ONU, le général Janvier envoie le compte-rendu de sa rencontre avec le général Mladic à Yasushi Akashi, le représentant de l'ONU en ex-Yougoslavie. Kofi Annan, le responsable des opérations de maintien de la paix en ex-Yougoslavie demande une enquête à ce sujet à Yasushi Akashi</p> <p>19 juin 1995 Yasushi Akashi rencontre le</p>	<p>Gorazde et Bihac et en prenant en otage 360 casques bleus</p> <p>3 juin 1995 <u>Srebrenica</u>: les forces bosno-serbes s'emparent du point d'observation des casques bleus de Slapovici, situé dans l'enclave</p> <p>Nuit du 4 au 5 juin 1995 bombardement de Srebrenica par les forces Bosno-Serbes</p> <p>18 juin 1995 libération du dernier groupe de casques bleus pris en otages</p>	<p>6 juin 1995 les autorités municipales de Srebrenica (<i>Opstina</i>) annoncent que le personnel masculin employé par MSF est mobilisé et qu'elles choisiront leurs remplaçants</p>	<p>5 juin 1995 Agence France Presse: «La situation humanitaire s'aggrave dans les enclaves» citation MSF</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1995 président serbe Milosevic et est informé d'un accord de non intervention passé entre le général Janvier, et le général Mladic, qui aurait été conclu sur ordres des présidents Chirac et Clinton</p> <p>23 juin 1995 <i>The New York Times</i> affirme que la France aurait passé un accord avec les Bosno-Serbes : pas de frappe aérienne en échange de la libération d'otages</p>	<p>24 juin 1995 raid d'un commando bosno-serbe sur le village de Slapovici dans l'enclave de Srebrenica</p> <p>6 juillet 1995 <u>Srebrenica:</u> - les forces bosno-serbes attaquent les positions bosno-musulmanes de Srebrenica - l'enclave est sous les bombardements permanents</p> <p>7 juillet 1995 <u>Srebrenica:</u> - 4 roquettes sur la base de l'ONU à Srebrenica - bombardement des rues de Srebrenica par les chars bosno-serbes</p> <p>8 juillet 1995 <u>Srebrenica:</u> 20 casques bleus pris en otage par les forces bosno-serbes- un casque bleu est tué</p>	<p>20 juin 1995 les Bosno-Serbes demandent à MSF F de les mettre en contact avec les autorités politiques et militaires françaises, en échange de l'autorisation de remplacer les équipes dans les enclaves. MSF refuse</p> <p>24 juin 1995 <u>Srebrenica:</u> arrivée de la nouvelle équipe de MSF, Christina Schmitz et Daniel O'Brien</p> <p>6 juillet 1995 30 blessés arrivent à l'hôpital</p> <p>7 juillet 1995 <u>Srebrenica:</u> l'équipe MSF transporte les blessés à l'hôpital</p>	

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1995 9 juillet 1995 le général Janvier, commandant de la Forpronu demande un appui aérien à l'OTAN</p> <p>11 juillet 1995 au soir le ministre de la Défense néerlandais demande la suspension d'une 3^e frappe aérienne de l'OTAN « suite aux menaces d'ordre terroriste » des Bosno-Serbes</p> <p>12 juillet 1995 la résolution 1004 du Conseil de sécurité des Nations unies: - demande aux Bosno-Serbes de mettre fin à leur offensive et de laisser les organisations humanitaires accéder à la zone de sécurité. - presse le Secrétaire général d'utiliser toute les ressources possibles pour rétablir la zone de sécurité à Srebrenica</p>	<p>9 juillet 1995 <u>Srebrenica:</u> - dans la nuit du 8 au 9, les forces bosno-serbes entrent dans l'enclave et continuent à bombarder - un casque bleu tué, d'autres pris en otages - repli de Srebrenica vers Potocari - Zepa bombardée par les forces bosno- serbes</p> <p>10 juillet 1995 <u>Srebrenica:</u> - ultimatum des Bosno-Serbes aux casques bleus: évacuer la population de l'enclave dès le lendemain - ONU et responsables néerlandais menacent de frappe aérienne de l'OTAN</p> <p>11 juillet 1995 <u>Srebrenica:</u> - en début, d'après-midi deux frappes aériennes de l'OTAN atteignent deux chars bosno-serbes - une 3^e frappe est demandée - en fin d'après-midi, Srebrenica est aux mains des Bosno-Serbes - le contingent néerlandais se replie sur la base de Potocari avec 20 000 habitants de l'enclave, en accueille 5 000 dans ses bâtiments</p> <p>12 juillet 1995 <u>Srebrenica:</u> - au matin, les Bosno-Serbes menacent de bombarder les réfugiés en cas de nouvelles frappes et demandent que tous les Bosniaques rendent leurs armes - le commandant du contingent néerlandais négocie un cessez-le-feu provisoire - la base de Potocari est prise dans la journée sans aucune résistance de la part du contingent néerlandais</p>	<p>9 juillet 1995 <u>Srebrenica:</u> MSF annule une visite à 4 000 réfugiés dans une école, en raison des bombardements</p> <p>10 juillet 1995 <u>Srebrenica:</u> - l'hôpital de Srebrenica est saturé de blessés après des bombardements. L'équipe opère 24h sur 24 - le commandant du Dutchbat refuse l'aide d'un chirurgien à MSF mais fournit un véhicule pour le transport des blessés</p> <p>11 juillet 1995 <u>Srebrenica:</u> - l'équipe MSF évacue les blessés de l'hôpital vers la base de la Forpronu à Potocari - le responsable de programme de MSF Hollande déplore ne pas avoir été impliqué dans le communiqué de presse - l'équipe de Belgrade réfléchit à deux options: demander un corridor humanitaire pour évacuer les patients ou demander l'accès de renforts en personnel et matériel médical à l'enclave</p> <p>12 juillet 1995 - l'équipe MSF tente, en vain, de s'opposer à l'évacuation de certains patients vers Bratunac - le Dutchbat fournit des médicaments à l'équipe de MSF - Jacques de Milliano, le directeur général de MSF H tente, en vain, de mobiliser les parlementaires néerlandais sur le sort de la population de Srebrenica</p>	<p>10 juillet 1995 Communiqué de presse de MSF: « L'hôpital de Srebrenica complètement saturé »</p> <p>11 juillet 1995 Communiqué de presse de MSF: « Médecins Sans Frontières demande un cessez-le-feu immédiat pour la protection des populations de Srebrenica »</p> <p>12 juillet 1995 Conférence de presse à MSF B: « La poche de Potocari est tombée-la population de Srebrenica aux mains des forces serbes bosniaques » Communiqué de presse de MSF: « MSF demande que l'aide humanitaire puisse parvenir immédiatement à la population de Srebrenica »</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1995</p> <p>20 juillet 1995 des sources de renseignement françaises affirment à la presse que si les frappes de l'OTAN du 11 juillet n'ont pas atteint leurs objectifs c'est faute de guidage au sol</p> <p>21 juillet 1995 - réunion internationale sur la Bosnie à Londres: avertissement aux Bosno-Serbes sur une «réponse substantielle et décisive» à toute attaque sur Gorazde, mais la question des modalités d'application se pose - Joris Voorhoeve, le ministre de la Défense néerlandais déclare «craindre que de</p>		<p>17 juillet 1995 <u>Srebrenica</u>: les derniers patients sont évacués de Potocari par le CICR dans la soirée</p> <p>19 juillet 1995 MSF H augmente ses secours aux déplacés de Srebrenica à Tuzla</p>	<p>17 juillet 1995 Communiqué de presse de MSF: «[...] MSF insiste pour que l'évacuation concerne tous les blessés et les patients ainsi que le personnel de secours local et sa famille. L'équipe de MSF, toujours présente à Potocari devrait accompagner les blessés. MSF demande que le CICR puisse accéder aux prisonniers restés à Potocari et Bratunac afin qu'ils soient traités conformément aux Conventions de Genève»</p> <p>18 juillet 1995 - Conférence de presse de Jacques de Milliano, DG de MSF Hollande à La Haye - Trouw: «De Milliano: Le Dutchbat n'a pas suffisamment tenu sa promesse»</p> <p>19 juillet 1995 - Communiqué de presse de MSF: «MSF demande aux autorités de Pale et Belgrade de délivrer les autorisations nécessaires à l'évacuation de son équipe et de 15 civils de Potocari» - Communiqué de presse de MSF: «un 4^e avion pour Tuzla»</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1995 graves crimes de guerre aient été commis lors de la prise de Srebrenica»</p> <p>23 juillet 1995</p> <ul style="list-style-type: none"> - pendant sa conférence de presse à Zagreb le colonel Karremans, commandant du Dutchbat se laisse aller à des compliments sur Mladic - le Dutchbat est félicité par le ministre-président et le prince héritier néerlandais pour «avoir tout fait pour protéger la population» - Joris Voorhoeve, le ministre de la Défense néerlandais rapporte que des casques bleus ont vu des militaires bosno-serbes abattre une dizaine d'hommes <p>24 juillet 1995</p> <p>Tadeuz Mazowiecki, le rapporteur de la commission des droits de l'homme des Nations unies annonce être sans nouvelles de 7000 personnes et assure que des actes barbares ont été commis à Srebrenica</p>	<p>25 juillet 1995</p> <p>prise de Zepa par les Bosno-Serbes, qui assiègent aussi Gorazde</p>	<p>21 juillet 1995</p> <p>les deux expatriés et huit membres du personnel local de MSF, leur famille ainsi que deux personnes âgées sont évacués de l'enclave avec le dernier convoi de casques bleus</p> <p>22 juillet 1995</p> <p>l'équipe MSF de Srebrenica arrive à Zagreb avec 15 personnes (personnel national et civils)</p> <p>25 juillet 1995</p> <p>à Kladanj et Zenica, les équipes MSF assistent les réfugiés qui fuient Zepa</p>	<p>21 juillet 1995</p> <p>Communiqué de presse de MSF : «L'équipe de Médecins Sans Frontières a pu évacuer Potocari»</p> <p>26 juillet 1995</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conférence de presse Amnesty, MSF, Causes

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1995</p> <p>10 août 1995</p> <ul style="list-style-type: none"> - les Etats-Unis présentent au Conseil de sécurité des Nations unies des photos prouvant l'exécution de plusieurs centaines d'hommes près de Srebrenica par les Bosno-Serbes en juillet - le Conseil de sécurité des Nations unies demande au TPIY d'enquêter sur le site qui renfermerait d'autres fosses communes et commande un rapport sur les violations du droit humanitaire à Srebrenica et Zepa <p>31 août 1995</p> <ul style="list-style-type: none"> - débat des députés et ministres néerlandais sur l'attitude du Dutchbat à Srebrenica 	<p>28 août 1995</p> <p>Les forces bosno-serbes bombardent Sarajevo</p> <p>29 août 1995</p> <p>frappes aériennes de l'OTAN et de la FRR sur positions bosno-serbes en réponse au bombardement du marché de Sarajevo</p>		<p>Communes, Balkaneactie sur Srebrenica, Gorazde et Sarajevo</p> <ul style="list-style-type: none"> - Communiqué de presse de MSF: «MSF assure la prise en charge des premiers réfugiés de Zepa» <p>27 juillet 1995</p> <p>Trouw: «L'infirmière de MSF ne partage pas les critiques à l'encontre du Dutchbat»</p> <p>31 juillet 1995</p> <p>Communiqué de presse de MSF: «3 200 personnes manquent à l'appel» [Zepa]</p> <p>16 août 1995</p> <p>Télérama: «Srebrenica agonise, une infirmière raconte» extrait du journal de bord de l'équipe MSF à Srebrenica</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1995 - série de révélations sur les bêtises du Dutchbat et du gouvernement dans la presse néerlandaise & de démentis du ministre</p> <p>Septembre 1995 lancement d'une enquête militaire interne du ministère de la Défense néerlandais sur les circonstances de la chute de Srebrenica et sur le comportement du bataillon néerlandais</p> <p>14 septembre 1995 <i>De Volksrant</i>: Joris Voorheve, le ministre de la Défense néerlandais était au courant d'un accord Smith/Mladic sur le sort des civils de Srebrenica</p>		<p>Mi Septembre 1995 campagne de presse aux Pays-Bas sur les responsabilités du Dutchbat à Srebrenica : tentatives pour faire prendre parti aux volontaires de MSF</p> <p>29 septembre 1995 décision MSF B/F/H de laisser le choix aux volontaires de témoigner ou non et de les accompagner si besoin</p> <p>11 octobre 1995 Christina et Daniel, les volontaires MSF de Srebrenica répondent par écrit aux ques-</p>	<p>Septembre 1995 <i>Message</i> (journal interne MSFF): «Ex-Yougoslavie - la chute de Srebrenica - journal de bord»</p> <p>19 septembre 1995 <i>Arte</i>: diffusion du film <i>Srebrenica, in Memoriam</i> de Christophe Picard/EUP</p> <p>29 septembre 1995 Conseil d'administration de MSF F : il faut continuer à poser la question des négociations autour de la chute de Srebrenica</p> <p>2 octobre 1995 déclaration de MSF sur la chute de Srebrenica utilisable par toutes les sections dénonçant le fait que les forces de l'ONU dans l'enclave n'ont pas été en mesure de remplir leur mandat de protection</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1995</p> <p>21 octobre 1995 <i>Le Monde</i> révèle que lors d'un briefing aux Nations unies le 24 mai, le général Janvier a conseillé d'abandonner les enclaves, selon lui indéfendables</p> <p>30 octobre 1995 - <i>The Independent</i> publie les mêmes informations que <i>Le Monde</i> - les Etats-Unis fournissent au TPIY de nouvelles preuves de massacres d'hommes à Srebrenica - le Conseil de sécurité des Nations unies demande une enquête et un rapport sur les événements de Srebrenica</p> <p>31 octobre 1995 publication du rapport de l'enquête du ministère de la Défense néerlandais : - pas de responsabilité du contingent néerlandais dans la chute de Srebrenica - responsabilité des Bosno-Serbes et de l'ONU</p> <p>1^{er} novembre 1995 ouverture à Dayton (Ohio), sous l'égide des Etats-Unis, des pourparlers entre la République serbe de Bosnie et la Fédération bosniaque croato-musulmane sur le règlement du conflit en ex-Yougoslavie</p> <p>16 novembre 1995 - le TPIY met en accusation Mladic et Karadzic pour leur responsabilité individuelle directe dans les exactions</p>		<p>tions des enquêteurs du ministère de la Défense néerlandais</p> <p>Mi-novembre 1995 discussion puis décision de MSF de transmettre aux enquêteurs néerlandais les échanges fax entre MSF et le</p>	<p>17 octobre 1995 <i>Le Monde</i>: En Bosnie la colonne de l'enfer reprend les extraits d'interviews de Srebrenica in Memoriam</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1995 perpétrées lors de la chute de Srebrenica</p> <ul style="list-style-type: none"> - Richard Goldstone, le procureur du TPIY menace de démissionner si un marché est passé entre les Etats-Unis et Milosevic pour assurer la paix contre l'impunité des chefs serbes <p>1^{er} décembre 1995 le Secrétaire général des Nations unies Boutros Boutros-Ghali présente le premier rapport de l'ONU sur Srebrenica qui comprend des preuves indéniables d'une méthode constante d'exécutions sommaires</p> <p>14 décembre 1995 signature des accords de paix (dits de Dayton) sur l'ex-Yougoslavie à Paris qui prévoient entre autres la levée de l'embargo économique sur la Serbie</p> <p>21 décembre 1995 une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies exige une enquête sur les atrocités commises par les Serbes à Srebrenica</p> <p>Février 1996 nombreuses visites et fouilles</p>	<p>20 décembre 1995 les forces de l'OTAN (IFOR) remplacent la Forpronu</p>	<p>Dutchbat au début de la chute de Srebrenica</p>	<p>24 novembre 1995 Conseil d'administration de MSF F: MSF ne doit pas cesser de demander des comptes. On ne doit pas laisser passer l'occasion de la signature de la paix à Paris</p> <p>16 décembre 1995 Le Monde: «Ne sacrifions pas le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie» Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1995 d'enquêteurs sur le site de Srebrenica</p>			
<p>1996</p> <p>Début avril 1996 les enquêteurs du TPIY fouillent des charniers autour de Srebrenica</p> <p>29 mai 1996 diffusion sur Channel Four de Srebrenica, enquête sur un massacre qui démontre que la population de Srebrenica a été sciemment abandonnée aux violences Bosno-Serbes par la communauté internationale</p> <p>4 juillet 1996 - présentation au TPIY des résultats des fouilles à Srebrenica: preuves matérielles de la préméditation des crimes et de la participation directe du général Mladic - le chef d'Etat-Major néerlandais accuse les autorités françaises d'avoir obligé le général Janvier à annuler les frappes prévues avant que l'enclave soit prise</p>		<p>22 mars 1996 l'équipe de MSF à Zenica pose la question de l'intervention de MSF à Srebrenica auprès des déplacés bosno-serbes de Sarajevo. Il n'y aura pas d'intervention</p>	<p>Février 1996 publication du rapport de MSF: «Personnel de l'hôpital de Srebrenica et personnel local de MSF: témoignage sur l'évacuation de Srebrenica et le sort des collègues disparus.»</p> <p>24 avril 1996 Télérama: «Qui veut la justice ?» Nicole du Roy - citation Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1996 9 juillet 1996 le TPIY lance un mandat d'arrêt international contre Mladic et Karadzic</p> <p>22 septembre 1996 diffusion sur France 2 du documentaire <i>Srebrenica, enquête sur un massacre</i></p>			<p>11 juillet 1996</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>La Libre Belgique</i>: «Srebrenica un an plus tard» Renaud Tockert et Luc Nicolas, de MSF B - <i>La Croix</i>: «Srebrenica un an après: questions de lâchetés» Pierre Salignon et Françoise Bouchet-Saulnier de MSF F
<p>1998 30 novembre 1998 l'Assemblée générale de l'ONU demande que soit établi «un rapport complet comprenant une évaluation des événements survenus en ex-Yougoslavie dans la zone de sécurité de Srebrenica» (résolution 53/35)</p>			
<p>1999</p> <p>19 novembre 1999 Kofi Annan le nouveau Secrétaire général du conseil de sécurité de l'ONU rend public le rapport d'enquête sur Srebrenica qui reconnaît des «erreurs de jugement» de l'ONU</p>			<p>4 septembre 1999 site Web de MSF International «Srebrenica, cinq ans après» Eric Stobbaerts, ancien coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie</p> <p>19 novembre 1999 le Conseil d'administration de MSF France décide de s'engager en faveur d'une demande de commission d'enquête parlementaire sur le rôle de la France lors de la chute de Srebrenica</p> <p>10 décembre 1999 discours de MSF à la remise du prix Nobel de la paix: «Si on veut qu'à l'avenir les opérations de maintien de la paix puissent protéger les populations civiles. Il faudra aller au-delà du mea culpa du Secrétaire général des Nations</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>1999</p> <p>21 décembre 1999</p> <ul style="list-style-type: none"> - le ministre de la Défense néerlandais publie une version plus détaillée du rapport de débriefing des casques bleus - le parlement néerlandais met en place une commission provisoire chargée d'enquêter sur les responsabilités politiques mises en œuvre dans les opérations de maintien de la paix néerlandaises 			<p>Unies sur Srebrenica et le Rwanda. Une réforme des opérations de maintien de la paix de l'ONU devrait permettre de rendre chaque Etat membre du Conseil de sécurité publiquement responsable des décisions qu'il a ou n'a pas soutenu.»</p>
<p>2000</p> <p>9 juillet 2000</p> <p><i>The Sunday Times</i> révèle que la publication du livre de l'un des 2 officiers britanniques présents à Srebrenica pour le guidage des frappes aériennes a été bloquée par le ministère de la Défense</p> <p>11 juillet 2000</p> <ul style="list-style-type: none"> - le Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan exprime ses regrets et remords sur l'attitude de l'ONU pendant la crise de Srebrenica - une quarantaine d'intellect- 		<p>20 mars 2000</p> <p>note de contexte interne de la responsable juridique de MSF concernant la demande de commission d'enquête parlementaire de MSF sur Srebrenica</p>	<p>12 avril 2000</p> <p>auditionnée par le Conseil de sécurité de l'ONU, MSF questionne les processus de décision qui ont mené à Srebrenica et ailleurs à l'abandon sans protection de populations</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>tuels néerlandais accusent leur gouvernement de « fuir le sujet » et exigent des excuses publiques pour l'abandon de Srebrenica</p> <p>12 juillet 2000 une quarantaine d'intellectuels néerlandais accusent leur gouvernement de « fuir le sujet » et exigent des excuses publiques pour l'abandon de Srebrenica</p> <p>13 juillet 2000 <i>Le Monde</i>: Paul Quilès, le président de la commission de la Défense au parlement français se déclare prêt à discuter de l'éventualité de renouveler, pour Srebrenica, le type de contrôle parlementaire de la mission sur les responsabilités de la France au Rwanda; il reproche à l'appel de MSF de refléter des préjugés accusateurs</p> <p>9 novembre 2000 François Léotard, ministre de la Défense de la France pendant la guerre en ex-Yougoslavie, est chargé par la commission des affaires étrangères du Parlement français de rédiger un rapport d'information sur Srebrenica</p>		<p>Octobre 2000 à la rentrée parlementaire, MSF reprend ses démarches auprès des députés français pour une investigation parlementaire sur Srebrenica</p>	<p>13 juillet 2000 - conférence de Presse de MSF France - <i>Le Monde</i> : «MSF appelle à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les responsabilités de la France dans la chute de Srebrenica» Dr Jean-Hervé Bradol, président de MSF France</p> <p>10 novembre 2000 Communiqué de presse MSF F: «Investigation ou diversion ? Médecins Sans Frontières conteste les conditions de l'enquête parlementaire sur Srebrenica». Critique de la nomination comme rapporteur de la commission de François Léotard, ministre de la défense de 1993 à 1995</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>2000 15 novembre 2000 Les commissions des Affaires étrangères et de la Défense de l'Assemblée nationale française décident de créer une mission d'information pour enquêter sur les événements de Srebrenica de juillet 1995</p> <p>14 décembre 2000 lors de son audition par la mission parlementaire française, l'amiral Lanxade nie avoir négocié la libération des otages contre l'arrêt des frappes aériennes</p>			<p>14 décembre 2000 Communiqué de presse MSF F: « Médecins Sans frontières attend de la mission d'information sur Srebrenica qu'elle réponde à plusieurs questions importantes. »</p> <p>16 décembre 2000 Le Figaro: « ces réponses ont été jugées insuffisantes par MSF. L'organisation [...] réclame des « réponses précises à des questions précises »</p> <p>20 décembre 2000 MSF F transmet à la mission d'information sur Srebrenica et publie sur son site dédié un câble confidentiel de l'ONU semblant accréditer la thèse selon laquelle un accord a été passé entre Chirac et Milosevic sur la retenue des frappes aériennes contre la libération des otages</p> <p>21 décembre 2000 site Web MSF F Srebrenica: « Faux départ » Fabien Dubuet, adjoint à la responsable juridique de MSF: « la mission d'information parlementaire sur Srebrenica est bien mal partie »</p> <p>11 janvier 2001 - lettre publique de MSF F au président de la mission d'information parlementaire sur Srebrenica: « Une vingtaine de personnes dont le témoignage est crucial pour apporter toute la lumière sur la tragédie de Srebrenica doivent être auditionnées et libérées de leur devoir de réserve »</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
			<p>- MSFF Srebrenica Website: lettre de MSF aux Secrétaires généraux de l'OTAN et de l'ONU leur demandant d'autoriser l'audition de certains de leurs membres par la mission d'information parlementaire</p>
<p>2001 24 janvier 2001</p> <ul style="list-style-type: none"> - Communiqué de presse du ministère de la Défense français justifiant les huis-clos pour les auditions des militaires par l'obligation de se conformer aux modalités appliquées par le TPIY - lors de son audition par la mission d'information parlementaire française, Alain Juppé ministre des Affaires étrangères français en poste en juillet 1995 accuse les casques bleus néerlandais de ne pas avoir défendu Srebrenica - Hans de Mierlo, le ministre des Affaires étrangères néerlandais en poste en juillet 1995 affirme que l'assistance aérienne aux casques bleus a été refusée par le général Janvier et demande à être auditionné <p>26 janvier 2001 le porte-parole du TPIY répond que ses procédures n'ont rien à voir avec celles du gouvernement français et qu'il n'a jamais émis de réserve quant aux auditions des personnes qu'il est amené à interroger.</p> <p>30 janvier 2001 lors de son audition par la mission d'information parlementaire française Jean-David Levitte, ancien conseiller diplomatique du président français Jacques Chirac affirme sur Srebrenica qu'il n'y a eu aucun marchandage franco-serbe à propos de Srebrenica</p>			<p>24 janvier 2001 Communiqué de presse de MSF : « Huis clos sur 7 000 morts »</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>2001</p> <p>7 février 2001 Lors de son audition par la mission d'information parlementaire française le général Jean Heinrich, affirme que Srebrenica n'a pas été défendue en raison d'un accord secret entre les Bosno-Serbes et les Bosniaques et qu'en 1996, sans l'opposition des responsables étasuniens, Mladic et Karadzic auraient pu être arrêtés par l'IFOR à plusieurs occasions</p>		<p>31 janvier 2001 lettre de l'OTAN à MSF l'informant ne pas avoir reçu de la part de la mission d'information parlementaire française de demande d'audition de ses responsables sur leurs pendant la chute de Srebrenica</p> <p>16 au 20 mars 2001 visite de responsables de MSF F à Srebrenica pour expliquer la demande d'enquête parlementaire</p>	<p>15 février 2001 Site web MSF Srebrenica : MSF F rend publique la lettre de l'OTAN</p> <p>16 mars 2001 Communiqué de presse de MSF F: «Srebrenica: alors que la mission d'information parlementaire française poursuit ses travaux, une équipe de Médecins Sans Frontières est en visite en Bosnie»</p> <p>29 mars 2001 audition de Christina Schmitz et Daniel O'Brien par la mission d'information parlementaire française sur Srebrenica: «la communauté internationale a failli en ne protégeant pas la population.»</p> <p>8 avril 2001 Le journal du Dimanche: Fabien Dubuet, adjoint à la responsable juridique de MSF: «les Néerlandais risquent fort de faire s'écrouler tout un pan de la Défense politique et militaire de la France»</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>2001 12 avril 2001 audition des anciens ministres des Affaires étrangères et de la Défense néerlandais par la mission d'information parlementaire française sur Srebrenica</p>		<p>Début juin 2001 MSF France et MSF Royaume-Uni s'efforcent, en vain, de convaincre les autorités britanniques de laisser témoigner devant la mission d'information parlementaire française le général Rupert Smith, qui commandait la Forpronu en Bosnie-Herzégovine, sous les ordres du général Janvier, pendant les événements de Srebrenica</p> <p>5 juin 2001 MSF F transmet à la mission les documents mentionnés lors de l'audition de Pierre Salignon et lui signale l'existence d'autres documents F à retrouver</p>	<p>26 avril 2001 Site web MSF Srebrenica : MSF France publie deux documents confidentiels prouvant qu'il existait un accord entre Mladic et la Forpronu sur une non-intervention et des désaccords au sein de la Forpronu sur les frappes aériennes</p> <p>16 mai 2001 site Web MSF F Srebrenica: extrait de l'article de The Independent du 30 octobre 1995</p> <p>17 mai 2001 audition de Pierre Salignon, adjoint au responsable de programme de MSF F pour l'ex-Yougoslavie: mise en lumière des contradictions dans les réponses déjà apportées et pose d'autres questions précises</p> <p>Début juin 2001 MSF décide de ne plus s'exprimer publiquement sur Srebrenica jusqu'à la publication du rapport de la mission d'information parlementaire</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>2001</p> <p>2 juillet 2001 après sa seconde audition par la mission d'information parlementaire française, le général Janvier déclare à la presse que le compte-rendu de la réunion du 24 mai 1995, révélé par <i>The Independent</i> en Octobre 1995 et republié par MSF le 17 mai 2001 n'était pas complet et qu'il avait préconisé aussi le maintien d'observateurs sur place et l'élaboration de forces aériennes stratégiques</p> <p>20 novembre 2001 François Loncle, le président de la mission d'information parlementaire française sur Srebrenica déclare à une télévision néerlandaise que le général Janvier avait sous-estimé le général Mladic et qu'il aurait dû répondre positivement aux demandes de frappes aériennes</p> <p>29 novembre 2001 publication du rapport de la mission d'enquête du parlement français sur Srebrenica :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le général Janvier a commis des erreurs d'appréciation - il n'y a pas eu d'accord secret avec Mladic - les responsabilités sont celles de toute la communauté internationale - il y a eu des carences de la part du bataillon néerlandais 			<p>9 Juin 2001 rapport moral du président de MSF F: «le travail de la mission d'information parlementaire française sur Srebrenica ne nous porte pas à l'optimisme»</p> <p>28 novembre 2001 MSF F distribue à la presse un document d'analyse reprenant les questions auxquelles la commission doit apporter des réponses</p> <p>29 novembre 2001 Agence France Presse: Pierre Salignon, MSF F: «la commission n'a fait qu'effleurer un certain nombre responsabilités. On peut aller beaucoup plus loin.»</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>2001 qui n'a pas opposé de résistance aux Bosno-Serbes</p>			<p>30 novembre 2001</p> <ul style="list-style-type: none"> - Libération : Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF: «le rapport oublie les responsabilités politiques.» - Le Figaro: Dr Jean-Hervé Bradol, Président MSF F: «On se demande si vous n'êtes pas en train de vous servir de Janvier pour vous disculper et éviter de trancher les responsabilités politiques» <p>7 décembre 2001</p> <p>Le Point: Françoise Bouchet-Saulnier, responsable de juridique MSF: «le mensonge a reculé mais on est encore loin de la vérité»</p> <p>15 décembre 2001</p> <p>Colloque «La tragédie de Srebrenica» co-organisé à Paris par: FIDH, Ligue des Droits de l'Homme, CEDIN, MSF</p>
<p>2002</p> <p>10 avril 2002 publication du rapport du NIOD (Institut néerlandais de documentation sur la guerre) sur la chute de l'enclave de Srebrenica :</p> <ul style="list-style-type: none"> - responsabilités de la communauté internationale - le général Janvier n'a pas autorisé les frappes aériennes à temps mais il n'y a pas eu de marchandage 			<p>9 avril 2002</p> <ul style="list-style-type: none"> - Communiqué de presse de MSF H: «Les leçons de Srebrenica: prendre au sérieux la protection des populations locales» - Rapport MSF H: «Srebrenica: questions pour le futur» - Trouw: tribune de MSF H: «Tirer les bonnes conclusions de Srebrenica»

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>2002 16 avril 2002 suite à la publication du rapport du NIOD, démission de l'ensemble du gouvernement néerlandais de Wim Kok et du chef d'état-major des armées</p> <p>5 juin 2002 le parlement néerlandais décide la création d'une commission d'enquête sur la chute de l'enclave de Srebrenica</p>		<p>8 mai 2002 Rapport interne de MSF H : MSF et le rapport du NIOD sur Srebrenica</p>	
<p>2003 27 janvier 2003 Publication du rapport d'enquête du parlement néerlandais sur la chute de Srebrenica</p>			<p>30 janvier 2003 Communiqué de presse MSF : « Après l'enquête néerlandaise sur la chute de Srebrenica. MSF demande une commission d'enquête aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne »</p>
<p>2004 19 avril 2004 Le TPIY :</p> <ul style="list-style-type: none"> - condamne en appel le général Krstic, l'un des principaux responsables bosno-serbes des massacres de Srebrenica à 35 ans de prison pour génocide, complicité de génocide et crimes de guerre - confirme de manière définitive qu'un génocide a été commis à Srebrenica par les forces serbes de Bosnie 			
<p>2005</p>			<p>11 juillet 2005 Libération : Pierre Salignon, ex responsable des programmes de MSF F en ex-Yougoslavie : « Nous avons eu droit à une belle leçon de cynisme »</p>

International	Ex-Yougoslavie	Opérations MSF	Prises de parole publiques MSF
<p>2007 26 février 2007 la Cour internationale de justice (CIJ) estime qu'un génocide a été commis à Srebrenica par certains éléments de l'armée des Serbes de Bosnie, mais exonère l'Etat serbe de toute responsabilité</p> <p>3 juillet 2008 Naser Oric, le commandant des forces des Musulmans bosniaques dans l'est de la Bosnie-Herzégovine, et en particulier à Srebrenica, jugé coupable en première instance de n'avoir pas empêché ses hommes de commettre des opérations meurtrières contre des populations serbes et de torturer des prisonniers est acquitté en appel par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie</p>			
<p>2008 22 juillet 2008 les autorités serbes arrêtent Radovan Karadzic, le leader des Serbes de Bosnie au moment des massacres de Srebrenica, et le remettent à la justice internationale</p>			
<p>2010 31 mars 2010 le parlement serbe vote une résolution présentant des excuses publiques pour le massacre de 8000 Musulmans Bosniaques à Srebrenica en 1995</p>			
<p>2011 26 mai 2011 Ratko Mladic, le commandant des forces bosno-serbes est arrêté et livré à la justice internationale</p>			
<p>2014 16 juillet 2014 un tribunal de La Haye juge les Pays-Bas « civilement responsables » de la mort de 300 Musulmans parmi les 8000 victimes du massacre de Srebrenica</p>			